



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
30 juillet 2013

Original: français

Comité des droits de l'homme 108^e session

Compte rendu analytique de la deuxième partie (publique)* de la 3008^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 26 juillet 2013, à 15 heures

Président(e): Sir Nigel Rodley

Sommaire

Méthodes de travail (*suite*)

Clôture de la session

* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour la première partie (privée) de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La deuxième partie (publique) de la séance commence à 16 h 10.

Méthodes de travail (suite)

1. **Le Président** rappelle que le Comité souhaite faire traduire dans toutes les langues officielles de l'ONU, en vue de leur examen à sa prochaine session, trois documents portant respectivement sur les recours, sur l'interprétation du Pacte et sur la révision de la procédure de suivi. En l'absence d'objection, il considérera que les membres du Comité approuvent le texte des demandes officielles qui seront présentées à cet effet. Il croit comprendre que le Comité souhaite faire sien le texte adopté par la réunion des présidents des organes conventionnels au sujet du programme de développement durable pour l'après-2015.
2. *Il en est ainsi décidé.*
3. **M. Flinterman** rappelle qu'il a rendu compte du séminaire tenu à La Haye pendant la réunion avec les États parties (CCPR/C/SR.3000). Les objectifs du séminaire ont été atteints et M. Ben Achour va étudier la possibilité d'organiser un nouveau séminaire en Tunisie dans deux ans.
4. **Le Président** dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Comité souhaite adopter officiellement les recommandations issues du séminaire de La Haye.
5. *Il en est ainsi décidé.*

Proposition de révision de la procédure de suivi des observations finales (suite) (document sans cote distribué en anglais)

6. **Le Président** invite les membres du Comité à poursuivre l'examen de la proposition de révision de la procédure de suivi des observations finales, établie par M. Salvioli, Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales. L'introduction et les points 1, 2 et 3 ont déjà été examinés, mais il souhaite revenir sur un aspect des critères de sélection des recommandations pour lesquelles le Comité demande des informations (point 2). Le Comité a pour pratique de s'efforcer de retenir des recommandations qu'il est possible de mettre en œuvre dans un délai d'un an, critère important qui devrait être conservé.
7. En ce qui concerne le point 3 (nombre de recommandations) le Président souhaite aussi revenir sur la proposition, acceptée à la 2999^e séance, tendant à décider que le Comité devrait limiter *en principe* le nombre de recommandations à trois. Or selon la situation dans le pays considéré, il n'est pas rare que le Comité retienne quatre recommandations. Il est plus prudent de dire que le Comité devrait se limiter à quatre recommandations au maximum.
8. **M. Shany** approuve l'ajout du critère de faisabilité proposé, mais fait remarquer qu'il faut alors supprimer le paragraphe dans lequel il est précisé que ce critère n'est pas retenu.
9. *Les points 2 et 3 seront modifiés.*
10. **Le Président** dit qu'il reste au Comité à examiner la question du délai pour la soumission des rapports des États parties (point 4), des directives concernant les rapports au titre de la procédure de suivi (point 5), du délai donné aux parties prenantes pour faire part de leurs observations (point 6), des directives concernant les rapports des institutions nationales des droits de l'homme, des ONG et autres organisations dans le cadre de la procédure de suivi (point 7), de l'analyse des rapports soumis au titre de la procédure de suivi (point 8), des critères pour évaluer le degré de mise en œuvre des recommandations (point 9), des lettres adressées aux États parties (point 10), des mesures prises en l'absence de réponse de l'État partie (point 11) et de la cessation de la procédure (point 12).

11. *Les points 4 à 12 sont approuvés, sous réserve d'une modification à apporter au point 5.*

12. **M. Salvioli** (Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales) remercie le secrétariat pour son aide dans l'élaboration du document, qui a pu être établi grâce au remarquable travail de systématisation du Groupe des requêtes.

13. **Le Président** dit que les questions relatives aux méthodes de travail suivantes seront inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité: la possibilité de scinder le Comité en deux chambres pour l'examen des rapports des États parties; le rôle des réunions des États parties et celui de l'Assemblée générale; les différences entre documents à distribution générale et documents à distribution restreinte et l'examen éventuel en séance publique de certains documents à distribution restreinte; les divergences entre les dispositions de l'Observation générale n° 30 et celles du Règlement intérieur en ce qui concerne l'examen de la situation dans un pays en l'absence de rapport.

14. En ce qui concerne les principaux résultats et décisions de la session, le Comité a adopté des observations finales concernant l'Albanie, la Finlande, l'Indonésie, la République tchèque, le Tadjikistan et l'Ukraine, ainsi que les listes des points relatifs aux rapports du Chili, du Kirghizistan, du Malawi, du Népal, de la Sierra Leone et du Tchad. Il a examiné 17 communications; il s'est prononcé sur la recevabilité dans 2 affaires et sur le fond dans 13 autres (la décision sur une quatorzième affaire étant reportée à la prochaine session) et a décidé de mettre fin à l'examen d'une communication. Le Comité a poursuivi sa première lecture du projet d'Observation générale n° 35 relative à l'article 9 dont il a adopté les 21 premiers paragraphes sous réserve de modifications. Dans le cadre de l'examen de ses méthodes de travail, il a adopté un document relatif au mandat du Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires, un rapport sur la gestion des communications et des lignes directrices relatives au suivi des observations finales. Le Comité a également adopté l'ensemble des recommandations issues du séminaire de La Haye, y compris concernant les Directives sur l'indépendance et l'impartialité des membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (Directives d'Addis-Abeba). Enfin, une réunion très fructueuse a eu lieu avec les États parties, à laquelle ont participé des représentants de 61 États et d'une vingtaine d'organisations non gouvernementales. En l'absence d'objection, le Président considérera que le Comité souhaite adopter les recommandations du Bureau.

15. *Il en est ainsi décidé.*

Clôture de la session

16. Après un échange de félicitations et de remerciements, le Président prononce la clôture de la 108^e session du Comité des droits de l'homme.

La séance est levée à 16 h 50.